

Questions orales

bilinguisme, qui, selon le président du Conseil du Trésor et, en fait, du ministre des Travaux publics, a été soumise au cabinet sous forme de proposition, mais n'a pas encore fait l'objet d'une décision, le président du Conseil du Trésor pourrait-il dire à la Chambre quelle est la politique du gouvernement à ce sujet actuellement, s'il en a une, et si le gouvernement envisage de modifier la politique actuelle?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, j'ai déjà dit à la Chambre et aux comités qu'à mon avis si quelqu'un est obligé de travailler dans les deux langues officielles, cela ajoute à la complexité de sa tâche. On peut s'en rendre compte très facilement: quand j'utilise l'autre langue officielle du pays, je dois faire un effort un peu plus grand. Nous avons décidé de considérer cet aspect et d'ajouter certains points dans la classification des employés qui sont obligés de travailler dans les deux langues, mais ce problème n'est pas résolu à ce moment-ci parce que nous sommes en train de discuter avec le syndicat des mécanismes à établir, et lorsque nous aurons trouvé des mécanismes acceptables aux représentants des employés et du gouvernement, nous agirons, mais nous ne sommes pas à ce moment-ci en mesure d'annoncer la solution à ce problème.

* * *

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE SOLDE DÉFICITAIRE DU COMPTE COURANT—LES MESURES CORRECTIVES ENVISAGÉES

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Industrie et du Commerce, à qui je souhaite la bienvenue au retour de son odyssee en France où il s'est rendu pour chercher des commandes, de jour en jour plus difficiles à trouver. Le déficit de notre compte courant international s'est accru de 250 millions de dollars au troisième trimestre, surtout à cause de l'augmentation des importations et de la baisse des exportations. Le ministre a-t-il des projets précis pour remédier à cette situation très grave et, si oui, quand pouvons-nous espérer en entendre parler?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, il s'agit évidemment d'une campagne et d'un programme continus, et à l'encontre de ce que le député donne à entendre, j'estime que nous

sommes bien partis pour changer la situation de notre commerce avec l'Europe. Les 30 hommes d'affaires d'enver-gure qui m'accompagnaient ont réussi à obtenir des commandes de plusieurs millions de dollars. On prévoit dans l'avenir immédiat une nette augmentation du commerce entre les deux pays et j'espère aboutir au même résultat avec d'autres pays.

● (1430)

M. Hees: Monsieur l'Orateur, la réponse du ministre semble valable, mais elle ressemble malheureusement un peu trop à celles que son prédécesseur a répétées durant trois ans, tandis que les importations continuaient à augmenter et les exportations à diminuer. Pouvons-nous compter obtenir quelque chose d'un peu plus concret que ces espoirs que l'on nous donne actuellement?

* * *

L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

DEMANDE DE RÉAFFECTATION DE CERTAINS CRÉDITS AU PIL

Mme Simma Holt (Vancouver Kingsway): Monsieur l'Orateur, je voudrais que le président du Conseil du Trésor réponde à ma question.

Une voix: Nous aussi.

Mme Holt: Le gouvernement s'est engagé à appliquer des programmes de restrictions. Pour ailleurs, d'après certaines nouvelles ou rumeurs, on se propose de diminuer les crédits alloués au PIL, au PPJ et, il est à espérer, les subventions du Conseil des arts et d'autres subventions; certains députés comme moi-même, le député de Vancouver-Est, le député de Burnaby-Seymour et d'autres ont droit à des sommes importantes, au titre de notre allocation de PIL...

Une voix: Vraiment?

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

Mme Holt: ... parce que nous avons rejeté des demandes factices de création d'emplois. Dans ces conditions, le président du Conseil du Trésor pourrait-il envisager de verser ces deniers publics inutilisés aux recettes générales pour tous les Canadiens au lieu de les transférer à une caisse de décalage comme c'était l'usage dans le passé?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, je remercie l'honorable député de l'offre généreuse qu'elle fait au gouvernement, et je devrai en discuter avec le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.